

POSTES—LES CONTRATS AUX FINS DE RECHERCHE ET  
DE CONSEIL

Question n° 106—**M. Nystrom:**

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le ministère des Postes a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif?

(Le document est déposé.)

CRTC—LES CONTRATS AUX FINS DE RECHERCHE ET DE  
CONSEIL

Question n° 110—**M. Nystrom:**

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le Conseil de la radio-télévision canadienne a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif?

(Le document est déposé.)

LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RÉCEPTIONS DES  
MINISTÈRES DU GOUVERNEMENT

Question n° 182—**M. Harding:**

1. Combien chaque ministère et organisme, y compris le bureau du Premier ministre, a-t-il consacré aux frais de déplacement de son personnel au cours de chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972?

2. Combien chaque ministère et organisme, y compris le bureau du Premier ministre, a-t-il consacré aux réceptions (compte tenu des conférences qui ont eu lieu hors du siège central) au cours de chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972?

(Le document est déposé.)

Dépôt de documents

LES «RÉSERVES POUR IMPÔTS FUTURS SUR LE REVENU»  
DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

Question n° 199—**M. Lewis:**

1. Quels ont été les montants déclarés par les «sociétés industrielles» au poste «provision pour impôts sur le revenu—période à venir», pour chacune des années 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972 jusqu'à maintenant, pour chacun des 37 groupes d'industries (en plus des neuf groupes d'industries), classés a) selon l'importance de l'actif (i) moins de \$1,000,000, (ii) \$1,000,000 à \$4,999,999, (iii) \$5,000,000 à \$9,999,999, (iv) \$10,000,000 à \$24,999,999, (v) \$25,000,000 et plus et b) selon que l'industrie est possédée par (i) des étrangers (ii) par des canadiens?

2. A combien se chiffraient, à la date de compilation la plus récente, les montants accumulés qu'ont déclarés les sociétés au poste «réserve pour impôts futurs sur le revenu», pour les 37 groupes d'industries (en plus des neuf groupes d'industries), classés selon l'importance de l'actif (mêmes catégories qu'à la question 1) et selon que l'industrie est possédée par des étrangers ou par des canadiens?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS PIL

Question n° 818—**M. Lambert (Bellechasse):**

1. Au 31 janvier 1973, combien de projets le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il reçus en vertu du programme d'initiatives locales, a) pour quel montant total b) quel est le nombre de projets acceptés au 31 janvier 1973, c) pour quel montant, d) à cette même date, quel est le nombre de projets approuvés pour la province de Québec et e) dans quelles circonscriptions et combien pour chacune?

2. Les circonscriptions où un plus grand nombre de projets ont été approuvés sont-elles plus lourdement éprouvées par le chômage?

(Le document est déposé.)

LES POURSUITES EN VERTU DE LA LOI RELATIVE AUX  
ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

Question n° 885—**M. Orlikow:**

1. Au cours de l'année dernière, combien de fois le gouvernement a-t-il porté des accusations ou intenté des poursuites contre des sociétés qui avaient violé la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, sauf pour les cas relevant de l'article 33(c)?

2. Dans chaque cas, a) quelles étaient les sociétés en cause et b) quelles sociétés a-t-on reconnues coupables lors des poursuites et quelles peines le tribunal a-t-il imposées?

3. Quelle somme le gouvernement a-t-il consacrée à l'enquête et aux poursuites dans les cas mentionnés ci-dessus, exception faite des traitements des fonctionnaires permanents mais y compris les émoluments versés aux avocats, aux sténographes et aux autres fonctionnaires ainsi que les frais de déplacement des représentants du ministère, le coût de la transcription, etc.?

(Le document est déposé.)

LES ÉLÉVATEURS À GRAIN

Question n° 971—**M. Korchinski:**

1. Au cours des cinq dernières années, dans chaque province, a) combien d'élevateurs à grain fonctionnaient, b) quelle était la capacité totale des élevateurs?

2. Au cours des cinq dernières années, combien de points de livraison n'ont plus eu d'élevateur?

(Le document est déposé.)